

Pour une démocratie économique radicale selon Daniel Bachet

Jean-Marie Harribey

Les Possibles, n° 45, Printemps 2026,

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-45-printemps-2026/debats/article/pour-une-democratie-economique-radicale-selon-daniel-bachet>

Alors que le monde est confronté à une crise qui menace les conditions de la vie sur la Terre, qu'il s'enlise dans des guerres aux relents colonialistes et impérialistes et que l'adhésion à la démocratie s'érode dangereusement en maints endroits, le sociologue Daniel Bachet publie *Sortir du capitalocène, Pour une démocratie économique radicale* (Le Bord de l'eau, 2026). En France, nous nous apprêtons à vivre une élection présidentielle dont l'issue est plus qu'incertaine, sinon problématique. Par l'étendue des thèmes abordés, cet ouvrage, préfacé par François Morin, est susceptible de nourrir beaucoup de discussions pour dessiner des voies d'avenir positives car un « remaniement des systèmes économiques s'impose de manière impérative » (p. 13).

Les impératifs des marchés : techniques ou sociaux ?

Avant tout, il s'agit de cerner les principaux concepts utilisés. Daniel Bachet rappelle donc ce qui distingue capitalisme et marché, trop souvent assimilés, malgré l'écart historique qui sépare leur naissance. Un premier chapitre lui permet de différencier les diverses approches du libéralisme économique, des fondateurs jusqu'aux tenants du néolibéralisme. Pas grand-chose de commun entre Smith et Hayek sur le marché. D'où l'intérêt du travail sociologique, qui, à la manière de Bourdieu, voit « le champ économique comme un champ de luttes » (p. 49). Quand on regarde le rôle des grands groupes industriels et financiers, on est bien loin du « personnage imaginaire de l'*homo œconomicus* ou de l'*agent représentatif* en faisant disparaître les agents concrets que sont les entreprises, les

capitalistes ainsi que les salariés » (p. 52). L'auteur amorce une discussion qu'il reprendra ensuite sur les normes comptables qu'il juge responsables des dérives du système économique qui s'est financiarisé, désintégrant ainsi les sociétés.

La première conséquence du nouveau régime financier analysée par Daniel Bachet concerne le travail et l'organisation des entreprises. Précarité et déclassement en ont été les mots d'ordre aussi bien en France avec la baisse du coût du travail qu'en Allemagne avec les lois Hartz. Le nouveau système socio-productif a fait voler en éclats les compromis fordistes de l'après-guerre. La désindustrialisation de la France a été particulièrement sévère et il en résulte un déficit chronique de la balance commerciale. La réindustrialisation serait illusoire si elle ne s'inscrivait pas dans une stratégie de bifurcation écologique. Cela signifie d'inventer de nouveaux critères de gestion, notamment au sujet de la compétitivité et de la rentabilité.

Cela est aussi vrai pour l'industrie que pour l'agriculture. S'agissant de cette dernière, l'auteur rappelle l'impasse dans laquelle la politique agricole commune européenne enferme les agriculteurs. Pour « renverser la toute-puissance du complexe agro-alimentaire et de la grande distribution », l'auteur propose de « socialiser l'alimentation » (p. 117).

La critique s'applique aussi pour les marchés de l'électricité et du gaz. Avec l'absurdité de la fixation du prix de l'électricité en fonction de son coût marginal, lui-même fonction du prix du pétrole. Nous dirions que c'est le prix à payer d'une électricité dérégulée. Face à cela, un marché du carbone et une fiscalité de type pigouvien (taxe carbone) sont de

« fausses solutions » (p. 127), le prix de la tonne de carbone étant trop bas¹.

Le contexte actuel est marqué par la révolution numérique impulsée par le « capitalisme algorithmique » (p. 138 et suiv.) dont les enjeux anthropologiques et démocratiques sont majeurs : « Les technologies numériques ne sont pas neutres, car elles portent l’empreinte des rapports sociaux dans et sous lesquels elles ont été conçues. » (p. 142). Un mythe circule sur cette révolution numérique : la dématérialisation est un terme « trompeur » ; vu la quantité de métaux rares, d’eau, d’énergie et d’infrastructures nécessaires, le numérique pourrait être « contre la bifurcation énergétique » (p. 148). D’autant que les conditions d’une véritable souveraineté numérique européenne ne sont pas remplies car les législations de l’Union européenne « ont un axe fort et intangible : s’assurer que le "marché numérique européen" fonctionne de manière optimale » (p. 150).

Des éléments de bifurcation et de discussion

Après une première moitié du livre consacrée à l’abandon au marché des secteurs énumérés ci-dessus, Daniel Bachet explore certaines voies pour sortir des désastres en cours. C’est l’occasion de souligner l’ambition de l’auteur : faire de ces voies de sortie l’objet d’un débat véritablement démocratique. Ainsi, la critique du mythe de la croissance économique s’impose car « le mode de production capitaliste tente en effet de rendre compatibles *croissance* et *développement* »

(p. 165). Mais, même chez les auteurs critiques de ce mythe, « il est toujours surprenant que les rapports sociaux soient quasiment absents des réflexions de ces auteurs et que les processus de domination sociale et d’intérêt de classe n’apparaissent pas comme des obstacles à la transition-bifurcation souhaitée » (p. 167).

C’est ici que Daniel Bachet déroule l’un de ses fils rouges essentiels : puisque les normes comptables désormais imposées internationalement sont responsables à ses yeux de l’évolution délétère du système économique, alors il faut forger une nouvelle conception de l’entreprise et de la comptabilité. D’abord, malheureusement, en droit, l’entreprise n’existe pas, seule la société possède un statut juridique (p. 176 notamment), plus facilement adaptée aux exigences de la dénommée *valeur pour l’actionnaire*. Ensuite, Daniel Bachet adopte la démarche issues des travaux de Jacques Richard, Alexandre Rambaud et Valérie Charolles qui proposent le CARE (Comptabilité adaptée au respect de l’écologie) ou en anglais le CARE-TDL (*Comprehensive Accounting in Respect of Ecology-Triple Depreciation Line*), dont le principe est d’inscrire à l’actif du bilan des entreprises le coût de conservation du travail (capital humain) et de la nature (capital naturel) à côté du coût de reconstitution du capital immobilisé, tandis que le passif enregistrerait les dettes sociale et écologique à côté de la dette financière. Le compte de résultats, quant à lui, inscrirait les charges d’amortissements des trois actifs.

Cette proposition comporte au moins trois sujets de discussion qu’aurait pu aborder Daniel Bachet. Premièrement, comment évaluer le coût de reconstitution de ce qui échappe à la mesure marchande ? C’est précisément l’impasse de l’économie néoclassique de l’environnement. Deuxièmement, considérer à l’instar de Jacques Richard, que le travail doit être compté comme un « actif » n’est pas sans évoquer l’humain réduit à l’état de marchandise, comme pouvaient l’être les esclaves dans les plantations de coton ou de

¹ Daniel Bachet ne mentionne pas les propositions de la commission Quinet reprises par l’Insee, qui vont au-delà des recommandations du GIEC citées, et qui fixent ce prix à 250 € la tonne d’équivalent CO₂ en 2030 (valeur 2018). Voir Alain Quinet, « La valeur de l’action pour le climat, Une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements et les politiques publiques », Rapport de la commission présidée par A. Quinet, France Stratégie, 2019, https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2019-rapport-la-valeur-de-l'action-pour-le-climat_0.pdf.

tabac. « Cet "actif salarial" aurait pour vocation de retranscrire l'apport des salariés à la valeur de l'entreprise » (p. 179). Dans le fond, compter le travail « comme valeur comptable dans le bilan » (p. 180) d'une entreprise consisterait à le prendre pour un stock, alors que Daniel Bachet rappelle à juste titre que le travail est un flux précisément « vivant ». Quant à l'affirmation de Valérie Charolles voulant donner « une valeur au travail », elle reproduit exactement le dogme néoclassique sur la valeur.² Troisièmement, épistémologiquement, peut-on tenir les règles comptables, qui correspondent effectivement à une vision du monde capitaliste propre à mettre en relief ses objectifs centraux, comme la cause engendrant les rapports de production en vigueur ?³

Au-delà de ces aspects apparemment techniques qui devraient être mis en discussion, l'intérêt de l'ouvrage de Daniel Bachet est de décortiquer ce que pourraient être les principes d'une planification

² J'avais examiné la proposition du CARE dans deux documents critiques : « Du nouveau dans la comptabilité d'entreprise ? », *Blog Alternatives économiques*, 21 mars 2022, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/comptabilite-nouvelle.pdf> ; « À propos de *Dépasser l'entreprise capitaliste* dirigé par Daniel Bachet et Benoît Borrits », *Les Possibles*, n° 30, Hiver 2022, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/depasser-entreprise-capitaliste.pdf>. J'examinerai plus tard dans un autre texte la proposition de Paul-Louis Brodier sur la valeur ajoutée qui est plus que surprenante : « La logique de la valeur ajoutée, une autre façon de compter », *L'Expansion Management Review*, 2013, 1, n° 148, p. 20-27, <https://doi.org/10.3917/emr.148.0020>.

³ Daniel Bachet rapporte un propos de Mariana Mazzucato : « Les biens et services qu'achète l'État aux entreprises (ordinateurs, papiers, voitures, etc.) font augmenter la dépense publique, mais les entreprises et elles seules, et non l'État sont créditées pour leur valeur ajoutée. La comptabilité nationale ne dispose donc pas des instruments d'évaluation de la production de valeur par l'État et tend à assimiler ce dernier à un simple agent dépensier. » (p. 132). IL suffit examiner un TEE pour voir que la comptabilité nationale enregistre très bien la valeur ajoutée par les administrations publiques. Le PIB est une vraie épine dans le pied des économistes même hétérodoxes.

démocratique, certainement une pierre d'angle pour amorcer une véritable bifurcation sociale et écologique. Et, heureusement selon l'auteur, « un discours institutionnel fait aujourd'hui un retour remarqué sur la scène » (p. 210). Est-il possible d'effectuer un « calcul en nature » pour « réindustrialiser de manière décarbonée » ? (p. 217). Même la réponse favorable d'Otto von Neurath, longuement citée par l'auteur (p. 217-219), est plus que nuancée.

L'enjeu est suffisamment important pour que Daniel Bachet examine deux questions qui font débat. La première est le « déjà-là communiste » à la Friot-Lordon : ce « déjà-là » est-il crédible dans la mesure où ces deux auteurs récusent la notion de crédit, qui disparaît dans leur dispositif, et en même temps ils aspirent à ce que « les banques traditionnelles soutiennent les entreprises abandonnées » (p. 228), et où il faudrait « faire advenir le déjà-là » (p. 235) ? La seconde a trait à l'extension de la Sécurité sociale à l'alimentation : remettrait-elle en cause le modèle agricole productiviste dominant ? Daniel Bachet le pense, mais cela fait débat dans la société.

Les trois derniers chapitres de cet ouvrage portent davantage sur un questionnement sociologique, politique et même géopolitique : quels sont les rapports de classes dans le régime d'accumulation financiarisé ? quelles résistances et alternatives voient le jour ? quel type de protectionnisme peut-on mettre en place contre le libre-échange généralisé ? Saluons l'originalité du croisement interdisciplinaire que l'auteur entreprend notamment pour démêler l'écheveau des choix politiques et stratégiques, d'abord ceux du bloc bourgeois au pouvoir, et puis de celui à construire en face du premier.

Quel capitalocène ?

L'ouvrage de Daniel Bachet fournira aux lecteurs, nous l'avons dit, un grand nombre de sujets de discussion, dont nous ne pouvons donner ici qu'un trop bref aperçu. Retenons l'essentiel de la problématique : il

faut en sortir. Mais de quoi ? Du capitalocène, écrit Daniel Bachet. Mais qu'est-ce que le capitalocène ? Le concept est né en opposition à celui d'anthropocène désignant l'entrée, à cause des activités humaines, dans une nouvelle ère géologique. Au contraire, le concept de capitalocène attribue ce passage à la généralisation mondiale du mode de production capitaliste, de son extension infinie et non pas de l'humain en général. S'il s'agit d'une nouvelle ère géologique, quel que soit le nom qu'on lui donne, peut-on en sortir dans un laps de temps à horizon d'une vie humaine ou bien est-elle en voie d'installation pour des siècles, voire des millénaires ?

Daniel Bachet est trop bien documenté pour ne pas épouser, au moins implicitement, la seconde hypothèse. Aussi il est obligé de modifier la définition même du capitalocène, en tout cas celle avancée par ses principaux locuteurs, en particulier Andreas Malm. Pour Daniel Bachet, le capitalocène est le capitalisme actuel, c'est-à-dire le « nouveau système productif » (4^e de couverture) associé à « l'extractivisme fossile de type industriel » (p. 15). Il s'agit donc moins pour lui d'une ère au sens géologique que d'une ère au sens socio-économique et politique. Bien entendu, tout chercheur peut adopter la définition d'un concept qui est nécessaire au soutien de sa thèse. Mais lorsque ledit concept est déjà en quelque sorte labellisé, on peut demander à l'auteur qu'il explique les raisons de son choix. À la décharge de Daniel Bachet, il n'est pas le seul théoricien à avoir procédé à un tel changement de compréhension du concept de capitalocène. Michel Aglietta et Étienne Espagne en avaient fait le cœur de leur ouvrage de 2024⁴. Mais c'était une des difficultés théoriques de

leur thèse. En tout cas, voilà un thème de débat dont les enjeux sont tout autant théoriques que politiques et stratégiques. Le livre de Daniel Bachet s'inscrit dans cette perspective.

Jean-Marie Harribey est économiste, anciennement à l'Université de Bordeaux. Ses derniers ouvrages sont *En quête de valeur(s)*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2024 ; *La monnaie, un enjeu politique* (Collectif pour les Économistes atterrés), Paris, Seuil, 2^e éd., 2026.

⁴ Michel Aglietta et Étienne Espagne, *Pour une écologie politique, Au-delà du Capitalocène*, Odile Jacob, 2024. Recension dans Jean-Marie Harribey, « L'écologie politique et le capitalocène selon Michel Aglietta et Étienne Espagne », *Blog Alternatives économiques*, 21 avril 2024, *Les Possibles*, n° 39, Printemps 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/aglietta-espagne-et-durand-keucheyan.pdf>.